

Pour un observateur inattentif, le GUD pourrait apparaître légitimement comme l'un des mouvements nationalistes français ayant connu la plus grande longévité, avec plus d'une trentaine d'années au compteur. En fait, la réalité est bien sûr plus compliquée puisque ce n'est pas d'un GUD qu'il faut parler mais de GUD(s). Chaque génération a mis en effet dans cette organisation un contenu et des pratiques différents, exceptée la violence politique, sans qu'il y ait réellement transmission de l'expérience, mis à part quelques exceptions, d'un groupe d'âge à ses successeurs.

Ce n'est donc pas tant du GUD dont nous allons considérer l'histoire que celle, trentenaire, de ce courant de jeunes nationalistes se reconnaissant rarement dans les organisations nationales et préférant militer dans un groupuscule nationaliste-révolutionnaire dont le nom est à lui seul une identité politique, basée sur la violence et l'absence de calcul politique. Une démarche que l'on pourrait qualifier d' « esprit Lansquenet » en quelque sorte. Ce faisant, il n'est pas question pour nous d'être exhaustif. Moults choses ont été écrites sur le GUD, en particulier dans sa version des premières années, et nous nous contenterons donc de donner des points de repère pour les deux premières décennies. Par contre, parce que l'intérêt militant en est évident, nous nous appesantirons nettement plus sur la dernière décennie, jusqu'au début des années 2000. L'exercice de la synthèse étant ce qu'il est, nous ne prétendons cependant pas faire des révélations sur un groupe dont la vie interne est pourtant riche d'embrouilles et de rebondissements !

Bonne lecture !

SCALP Paris



Qui sommes-nous ?



Historiquement, nous nous sommes construits autour de l'antifascisme et des luttes anti-sécuritaires, thèmes qui sont encore très présents dans notre lutte, mais qu'on a toujours voulu dépasser, en développant des luttes sur d'autres thèmes : antisexisme, luttes de l'immigration, antiproductivisme, alternatives (logement, transport...)

Le développement de ces thèmes a varié en fonction des envies de gens qui ont composé le groupe, à différents moments de son histoire.

Dans le champ politique, nous nous définissons de tendance libertaire, non dogmatique et anti-autoritaire. Mais, plus qu'une étiquette politique, ce qui nous caractérise le mieux, c'est un certain nombre de principes et de valeurs qu'on essaie de faire vivre de façon concrète, et pas théorique :

- l'autonomie et l'auto-organisation ;
- la convergence des luttes, l'ouverture sur le monde contre-culturel et associatif ;
- la solidarité locale et internationale ;
- un attachement à ne pas trop nous prendre au sérieux, en jouant sur la dérision et l'humour, si nécessaire.

Contact :

21ter, rue Voltaire 75011 PARIS
scalpreflex@samzidat.net
<http://scalp-reflex.over-blog.com>

Nous rencontrer ?

Le SCALP assure une permanence tous les mardis de 16h à 19h au KIOSK impasse Voltaire, en face du CICP (21ter rue Voltaire Paris XI^e) - M^o Rue des Boulets

REFLEX^{BS}

Autrefois revue papier, REFLEXes est un site d'information antifasciste radical, c'est-à-dire libertaire et anti-capitaliste. Libertaire parce que, tout en refusant un positionnement idéologique étiqueté, elle s'inscrit dans un courant de pensée et d'action refusant l'autorité et la hiérarchie. Anticapitaliste, parce que la nocivité de ce système économique et social n'est plus à démontrer. Déstructurant les liens sociaux unissant les individus, il favorise les replis identitaires et communautaires. Ceux-ci, loin d'être une entrave à son développement, le servent en instaurant des divisions artificielles entre tous ceux qui pensent encore que la marchandisation du monde ne saurait être un avenir radieux pour le genre humain. C'est pourquoi REFLEXes, à son niveau, en diffusant une information précise sur leurs activités, contribue à lutter contre les courants politiques nationalistes et identitaires.

<http://reflexes.samzidat.net>
reflexes@samzidat.net

Sommaire

LES RATS POURRIS

UNE PETITE HISTOIRE DU GUD

Qui sommes-nous ?	2
1968-1987 <small>QUAND LE GUD FAISAIT (ENCORE) DE LA POLITIQUE</small>	
La genèse d'un mythe	5
1988-1995 <small>LES ANNÉES BOUM-BOUM</small>	
GUD revival	10
1996-2000 <small>LES GUDARDS SOUS INFLUENCE</small>	
La crise du GUD	16
2001-2010 <small>LE GUD A-T-IL UN AVENIR POLITIQUE ?</small>	
No future ?	21
En complément	26
Chronologie	27

*La synthèse qui suit a d'abord été écrite pour le livre
Bêtes et méchants, petite histoire des jeunes fascistes français, publié en 2002.
Il a subi quelques retouches pour la présente édition.*

brochure présentée par le SCALP et REFLEXes - juin 2010

genèse d'un mythe

1968-1987

QUAND LE GUD FAISAIT (ENCORE) DE LA POLITIQUE



Le GUD est un pur produit de l'après-Mai 68. La dissolution du mouvement Occident a laissé la jeunesse nationaliste relativement orpheline et quelques structures en bénéficient : Restauration nationale (Patrice de Plunkett), Œuvre française (Pierre Sidos), Mouvement Jeune Révolution (Gérard Bouchet), Jeunesses patriotes et sociales (Roger Holeindre), Action nationaliste (Jean-Gilles Malliarakis), Jeune Europe (Nicolas Tandler). Mais le résultat n'est qu'une

concurrence féroce et stérile qui épuise le mouvement nationaliste. Une poignée de militants a alors l'idée de faire autre chose. Premièrement, mettre fin à l'émiettement en se concentrant sur un lieu, seul moyen de résister à l'expansion des structures d'extrême gauche. Deuxièmement, profiter des opportunités offertes par l'après-Mai. Or la principale de ces opportunités est la

mise en place de la réforme universitaire d'Edgar Faure qui institue des conseils élus dans chaque université, ouvrant au maximum le jeu politique en supprimant le monopole syndical. Le lieu choisi est la faculté de Droit d'Assas, même si quasiment aucun militant n'y est inscrit. La structure se trouve affublée d'un nom, Union Droit, qui, en se transformant en Groupe Union Droit ou Groupe Union Défense (GUD), est appelée à un bel avenir.

Elle rassemble quelques militants connus comme Alain Robert, Gérard Longuet ou Jack Marchal. Une campagne très dynamique et d'apparence sérieuse (Gérard Longuet, idéologue de ce groupe activiste, promulguera une Charte universitaire) lui assure un confortable succès aux élections de février 1969. Malgré une fin d'année universitaire précaire, le GUD est installé à Assas pour quelques années...

Lancement d'Ordre nouveau

Cela permet au groupe de mettre en place le deuxième étage de la fusée : un vrai mouvement politique, en l'occurrence Ordre Nouveau (ON), grâce au renfort de militants comme François Duprat. Le



lancement d'ON en février 1970 ne met pas fin au développement du GUD, aussi bien à Assas que dans d'autres facs parisiennes. Le quotidien est alors composé d'affrontements violents avec les étudiants gauchistes ou tout simplement de gauche : de nombreuses batailles rangées éclatent régulièrement, avec à la clé des dizaines de blessés graves. La police ne cesse d'intervenir pour séparer les adversaires, et le centre Assas sera fermé à maintes reprises pour d'évidentes raisons de sécurité. Ainsi, le premier venu peut instaurer sa loi et filtrer les entrées, malgré la présence de vigiles musclés appelés en renfort par le rectorat. C'est avec l'essor de ces batailles rangées à Assas que le GUD conquiert ses lettres de « noblesse », écrasant à plusieurs reprises les gauchistes venus attaquer « son centre ». La peur règne alors dans la faculté, où la chasse au faciès va bon train ; des enseignants appartenant au

syndicat SNESup sont également agressés : une enseignante est lacérée à coups de rasoir et enfermée dans un placard ! Les « durs » sont particulièrement bien entraînés et décidés à tout. Ils reçoivent en outre le renfort de Vietnamiens du Sud et de charmantes Irlandaises¹ spécialisées dans les arts martiaux. Même à Nanterre, le GUD obtient 13,5 % des voix, tandis que sa présence provoque des lynchages en règle de la part de l'extrême gauche et une émeute qui dure deux jours (une centaine de policiers blessés). De par son rôle dans les élections, le local d'Assas est particulièrement stratégique et il est souvent l'occasion d'agressions diverses : les casques noirs ornés de la croix celtique sont accrochés aux porte-manteaux et... divers matériels « plus solides », faciles à cacher dans le sous-plafond. Dès 1970, le GUD est capable à Assas de mobiliser 200 militants et sympathisants pour les bagarres, avec un système de contact téléphonique particulièrement au point : quinze minutes au maximum pour rassembler les troupes !

C'est l'âge d'or du GUD, car les évolutions politiques orientées par Ordre nouveau à partir de 1972-1973 pèsent lourdement sur la vie du groupe. La constitution du Front national autour de J.-M. Le Pen en octobre 1972 prend en effet à froid une génération de gudards aux convictions nationalistes-révolutionnaires bien ancrées et qui n'ont guère envie de servir de roue de secours au « Menhir », vieux briscard politicien issu de la IV^e République. Une partie de ces militants quitte donc le GUD fin 1972 et rejoint le courant solidariste sous l'appellation Groupe Action

1. Issues du mouvement nationaliste et zoroastrien du général Aryana.

Jeunesse (GAJ), favorisant une division qui dure jusqu'à la fin des années 1970. Cet affaiblissement intervient alors que le printemps 1973 est marqué par de très violents affrontements, y compris à Assas, qui montrent que le gauchisme activiste a de beaux restes.

La dissolution d'ON en juin 1973 fait du GUD une base de repli pour tous ceux qui refusent l'aventure Front national. Mais c'est une base de repli en piteux état, qui se trouve à Assas confrontée à la vigueur du GAJ, héritier putatif du GUD de 1969-1970.

La situation est rapidement rétablie par quelques dirigeants efficaces, dont Olivier Carré, qui permettent au GUD de connaître une deuxième jeunesse. Ceci se manifeste entre autres par le lancement de la revue *Alternative*, au ton décapant, qui sans être la revue du GUD en est

particulièrement proche. Toute la période 1973-1974 est ainsi marquée par des affrontements très violents entre GUD et GAJ, l'unité ne se reconstituant que contre l'ennemi gauchiste ou, moyennant finances, pour faire le SO de la campagne de Giscard en 1974. Le lancement du Parti des Forces nouvelles par une partie des rescapés d'Ordre nouveau donne au GUD une configuration qu'on retrouvera maintes fois par la suite, à savoir le rôle de courroie de transmission en milieu universitaire. Le GUD est alors, en principe, associé au Front de la Jeunesse (FJ)² et dirigé par Philippe Penningue et J.-F. Santacroce. Les activités du GUD vont alors des inévitables bagarres avec les gauchistes aux combats à Beyrouth dans les rangs des Phalanges chrétiennes, en passant par les SO de la droite libérale. À cette époque, le GUD a des contacts dans une centaine de centres universitaires en France. En 1977, son congrès rassemble plus de 150 délégués de 40 facultés et élit un bureau politique de trois membres, un bureau national de six et un comité national. En 1978, une pétition lancée « pour l'arrêt immédiat des poursuites engagées contre les élus GUD au conseil d'université de Paris II » est soutenue notamment par Tixier-Vignancourt, Maître Isorni, l'amiral Auphan, Thierry Maulnier, Eugène Ionesco, Michel Droit ou Jean Marcilly. Notons que les poursuites en question étaient liées à des exactions multiples.

Après 1977, les activités du GUD Assas marquent un net fléchissement, lié aux



2. On voit la capacité de recyclage des appellations par l'extrême droite puisque ce nom sera réutilisé en 1999 pour le lancement d'une éphémère structure unitaire post-scission !

tensions avec le PFN et le Front de la Jeunesse. Ceci dit, ce relatif déclin n'est pas spécifique au camp nationaliste puisqu'il touche aussi les organisations gauchistes. Cette époque en demi-teinte est marquée par la gigantesque baston de Nanterre en 1980 qui voit des militants du GUD se faire lyncher dans la gare RER après une diffusion de tracts. L'échec de la campagne aux Européennes de 1979 puis celui des élections présidentielles de 1981 sonnent le glas d'un certain nationalisme. Le groupe « s'autodissout » le 17 juin 1981, après la victoire de la gauche aux présidentielles, au sein d'un regroupement plus large en ligne directe du PFN, le Renouveau Nationaliste (RN), tout en gardant ses positions à Assas. D'anciens militants tentent d'ailleurs de recréer la mystique du groupe en lançant la revue *Oxydant* dont la présentation et le ton s'inscrivent dans la continuité de feu *Alternative*. Le GUD est officiellement dissout début juillet 1981.

Le RN vivote jusqu'en 1983 tout en faisant malgré tout des apparitions publiques, essentiellement anticommunistes. Le printemps 1983 et les manifestations étudiantes protestant contre la loi Savary de réforme de l'enseignement supérieur permettent au GUD de reprendre du poil de rongeur, en particulier à Paris, sous la férule de Charles-Henri Varaut et Fabrice Saulais. Il est temps pour le groupe ainsi reconstitué de larguer un RN qui se résume en grande partie à lui-même pour rejoindre une autre dynamique.

Vers la Troisième Voie ?

La nécessité de s'allier à quelqu'un pousse le GUD dans les bras de Jean-Gilles Malliarakis, militant solidariste,



alors à la tête d'un Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) dont le discours anticommuniste et anticapitaliste a un fort impact chez tous ceux qui regardent d'un air suspicieux l'émergence du FN et son électoralisme. Ce discours rejoint d'ailleurs celui que le GUD développe à ce moment : « *Nous devons tous ensemble œuvrer à liquider les derniers restes d'infection marxiste* (ndlr : les syndicats étudiants) » (tract pour les élections à Paris II - Assas du 24 janvier 1984) ou bien « *L'Europe doit refuser d'être le 52^e état américain* » (autre tract de 1984). Le rapprochement se fait à partir du printemps 1984 et le GUD rejoint officiellement le regroupement Jeune Garde en mai 1985 même si l'intégration de fait était déjà réalisée. Cet assemblage donne naissance au mouvement Troisième Voie (TV) en novembre 1985. Reprenant une appellation élaborée par les nationaux-bolchéviques allemands des années 1930, ce nom pose

clairement la ligne politique qui se veut à égale distance du capitalisme privé et du capitalisme d'État, tout en faisant référence à une organisation sœur italienne et interdite pour terrorisme, Terza Posizione. Si l'étiquette GUD est encore utilisée, il est clair que l'absorption par TV est poussée très loin. Les gudards s'y sentent en effet comme chez eux, leur style provocateur n'étant absolument pas bridé. On peut ainsi voir les militants faire les marioles lors de la fête Jeanne d'Arc 1986 avec une banderole « Madelin, paye ta cotise ! » ou attaquer les cortèges du mouvement anti-Devaquet à l'automne 1986. Malliarakis a su mettre sur pied une structure fédérative qui satisfait tout le monde, le GUD Paris pouvant s'épanouir dans son bastion et devenant l'organisation étudiante référente. Les GUD de province ne sont pas en reste avec parfois une imitation assez réussie du modèle parisien. C'est par exemple le cas dans la région Languedoc-Roussillon. Les statuts de l'association Jeune garde - Groupe Union Défense sont déposés à la préfecture le 21 février 1985 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) avec Jürgen Greiner, de nationalité allemande, comme président, assisté de Michel Camrubi (secrétaire) et de Christian Soulier (trésorier). Outre les classiques exactions (Jürgen Greiner est inculpé pour « coups et blessures » en avril 1986), ce noyau dur tente de tisser un réseau militant sur l'ensemble de la région. En mai 1986, une dizaine de militants du GUD, originaires de Perpignan et de Montpellier, sont accueillis à Toulouse par Anne-Marie Prolongeau (Jeune Garde) et rencontrent un responsable départemental du Parti des Forces Nouvelles maintenu (PFN), Bruno Pouzac. Moment

fort de toutes ces prises de contact : un camp d'été organisé dans le massif des Albères (Pyrénées-Orientales), près de Thuir.

Au programme : « cours magistraux » et entraînements avec séances de tir à balles réelles (armes légères automatiques). Le camp accueille une vingtaine d'hommes et quatre femmes venus de la région parisienne, des Pyrénées-Orientales, du Var et de l'Hérault. Mais d'autres villes ou régions se signalent également, comme Strasbourg dont la composition sociologique de certains campus (médecine entre autres) explique bien des choses.

La dynamique dure jusqu'en 1988 mais le climat se dégrade au sein de TV. Malliarakis et quelques autres dirigeants sont en effet saisis du traditionnel virus organisationnel, c'est-à-dire que le dirigisme prime peu à peu sur l'autonomie interne. Cela s'explique sans doute en partie par un accroissement des ambitions politiques des uns et des autres. « Mallia » prend la grosse tête face à quelques manifestations ou meetings réussis et au ralliement à TV de Serge Ayoub et de ses boneheads regroupés au sein des Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires (JNR) à partir de l'automne 1987. L'idée s'impose alors chez certains TV : il est peut-être possible de rafler la mise face au FN, d'où des attaques écrites et orales régulières et très violentes contre ce parti. Les gudards décident donc de rompre l'alliance et le font savoir en mai 1988 lors d'un meeting organisé par Christophe Pierre et William Bonnefoy.

GUD revival

1988-1995

LES ANNÉES BOUM-BOUM



Une nouvelle période s'ouvre donc, avec une autonomie revendiquée et symbolisée par l'anniversaire des 20 ans du GUD, fêté le 20 novembre 1988 à la Mutualité, en présence de quelques anciens dont Jack Marchal et Éric Delcroix. En signe d'une volonté de renaissance, les goudards relancent la perspective d'une implantation universitaire avec le dépôt le 29 décembre 1988 à la préfecture de police de Paris des statuts de l'Union et Défense des Étudiants d'Assas (UDEA), étiquette légale et électorale du GUD qui officiellement n'existe plus.

Bonnefoy lance moult initiatives et tente de donner une légitimité « intellectuelle » au GUD avec un cercle de réflexion, des réunions et une revue : *Rebelle*¹. On trouve dans celle-ci la Charte du GUD tandis que circule en copie séparée un document sur « l'éthique nationaliste »

1. Elle-même remplace une revue non officielle du GUD, *Rebelles*, qui s'était substituée au *Fil d'Ariane*, bulletin du temps de l'intégration dans TV. Parallèlement, une petite équipe essaie de relancer *Alternative* mais l'expérience pâtit de la médiocrité du journal.

qui place la barre très haut : « *Il nous faut donc tenter d'établir une sorte de Code de l'Honneur, à l'image du Bushido du Samourai nippon. Deux sources doivent principalement nous inspirer : les Eddas nordiques et le Code de la chevalerie médiévale* ». L'iconographie change également en privilégiant un style martial largement inspiré d'Arno Breker dans lequel l'humour a disparu. Le tout se fait dans le contexte d'un climat d'affrontements acrus avec les organisations de jeunesse juives mais également de tensions internes au milieu nationaliste. William Bonnefoy est en effet particulièrement violent et caractériel et vit de la division. Les anciens amis de TV en font les frais en mai 1989 avec une attaque du GUD contre un meeting mais d'autres également en gardent quelques souvenirs. La transmission de flambeau à la direction du groupuscule est donc inéluctable.

Le remplacement de William Bonnefoy par Frédéric Chatillon à partir de 1991 oriente le GUD dans une nouvelle direction. Chatillon a en effet bien compris que, pour survivre, le GUD devait abandonner son indépendance relative vis-à-vis de la principale formation d'extrême droite : le

Front National (FN), que la première génération fustigeait dans les années 1970 mais qui est devenu incontournable. Ne se définissant pas comme un nazi mais plutôt comme un nationaliste français et européen, Chatillon n'avait d'ailleurs pas lui-même une réelle hostilité contre le FN. Les rats noirs en deviennent des auxiliaires sans pour autant y être totalement inféodés. Ce que Chatillon résume

lui-même en 1992 : « *On aide le Front parce que sinon on ne serait qu'une poignée* » et ce d'autant plus que quelques gudards, à l'instar de militants de TV, partent en cette année 1991 pour la Croatie en guerre.

Cela se traduit bien sûr sur le plan universitaire. Alors qu'à Paris II-Assas, aux élections de 1991, l'UDEA se présentait seule et totalisait 167 voix sur 17 588 inscrits, ce qui lui donnait un élu et un local, l'année 1993 voit la mise en place effective du Renouveau Étudiant Parisien (REP), annoncée avec fracas lors d'un meeting en novembre. Cette structure est alors censée prendre le relais du Cercle National des Étudiants Parisiens (CNEP), dont Marine Le Pen fut la présidente, et qui a échoué dans sa tentative d'implantation politique durable dans les universités parisiennes. Sa création montre l'influence que peuvent avoir des gudards grâce à leur intérêt « militaire », puisque le préalable à cette alliance était la mise à l'écart de Richard Haddad, leader catholique traditionnaliste du CNEP, copieusement et régulièrement insulté dans l'organe du GUD, *Les Réprouvés*. Haddad paye ainsi



le fait qu'ormis à Assas et Clignancourt-Sorbonne où quelques résultats avaient été obtenus, les listes CNEP ont été partout contrées par leurs adversaires antifascistes, soit par l'annulation des élections (Paris X - Nanterre), soit par un vote massif des étudiants pour contrer l'avantage que leur donne la proportionnelle (Paris I - Tolbiac). Cette alliance laisse dire à Franck Timmermans,

ancien dirigeant du FNJ, lors du meeting constitutif du REP : « *Au-delà des querelles passées, l'union est faite et nous allons leur en mettre plein la gueule.* »

De fait, ce rapprochement se traduit également physiquement. Outre les entraînements de Viet Vo Dao dirigés par maître Thi Tran Tien dans la salle de boxe gérée par l'Association sportive de Jussieu, dont Miguel Lliotier, militant du GUD surnommé « Wolfram », est le trésorier, les rats noirs sont associés à des entraînements plus pratiques organisés par le FNJ.

Le dimanche 15 mars 1992, ils sont une soixantaine de militants nationalistes à se rendre dans la propriété d'Alaincourt, dans l'Oise². Celle-ci appartient à la comtesse Katherine d'Herbais de Thun³, conseillère régionale du FN en Picardie, fille de M. Chereil de la Rivière, directeur de *La France Monarchiste*. Son mari, Pierre-Guillaume d'Herbais, est alors président

2. Cette propriété est toujours accueillante puisqu'elle semble avoir servi de cadre à un solstice d'été en 2007.

3. Il est par ailleurs connu que sa fille Marie, elle-même militante nationaliste, est mariée avec F. Chatillon.

FACE A LA RACAILE SEULE LA FORCE PAYE



REJOINS TES CAMARADES !

GUD 92, RUE D'ASSAS - 75006 PARIS

depuis 1983 de la Société d'Études et de Gestion des Régimes Sociaux (SEGRS), et depuis 1987 d'Europension (« *groupement européen de consultants en droit social et d'actuaire-conseils dont l'objet est d'assurer un service permanent aux entreprises de la CEE* »). D'Herbais est aussi le reprenneur de l'hebdomadaire *Minute* en janvier 1990.

Bref, nos petits rats sont en de bonnes mains, d'autant plus que le programme du camp est alléchant : corps à corps (« *Si vous enfoncez bien votre doigt, l'œil de votre adversaire doit pendre par le nerf optique* », explique un conseiller militaire du service d'ordre du FN, le DPS), utilisation de la batte de base-ball (« *Devant une caméra, mieux vaut une bonne fracture qu'une blessure au sang : si un "gauche" chiale mais qu'il n'a pas de blessure apparente, les images ne passeront pas à*

la télé ») et psychologie (« *En face, on va vous insulter, vous traiter de fascistes et de nazis. Bien que fascistes et nazis ne soient pas des insultes* »). Quelques jours plus tard, lors du meeting de mars 1992 de Jean-Marie Le Pen au Zénith, Carl Lang, ancien dirigeant du FNJ, salue ses troupes avec ce qui ressemble farouchement à un bras tendu. Les auxiliaires du GUD en font partie, aux côtés des skinheads des JNR de Serge Ayoub, mais cette fois-ci, à l'inverse du meeting de Le Pen à Rouen, le 6 mars, ils n'ont pas carte blanche pour attaquer la contre-manifestation. Ce qui ne sera pas le cas à Chartres avec des affrontements extrêmement violents.

La même unité dans l'exaction est présente à l'université. Le travail politique étant réduit à sa plus simple expression (dénonciation de « la dictature des gauches »), l'unique intérêt d'une descente dans une fac est de se donner des émotions et de taper dans le tas. Les années 1991, 1992 et 1993 sont ainsi marquées par des violences chroniques et régulières, que ce soit à Assas même, place de la Sorbonne, à Sciences Po ou dans l'annexe de Châtillon (proche banlieue de Paris). On retrouve souvent le même noyau dur impliqué, qui forme les petits nouveaux : Frédéric Chatillon mais aussi Miguel Lliotier et son célèbre œil de verre, qu'il aurait gagné, selon la légende, à Jussieu lors de la grève contre le projet Devaquet, après avoir reçu un projectile lancé par... ses « kamarades » venus casser la grève ; ou Yvain Pottiez, habitué de l'univers carcéral pour « violences physiques » contre un étudiant de Paris XII (Saint-Maur - Créteil), ce qui ne l'a pas empêché de recommencer, et qu'on retrouvera aux côtés de l'équipe

Mégret à Vitrolles dans tous les mauvais coups ; ou Pierre Oldoni, dit « Urgo » (les sparadraps...), président de l'UDEA en 1993 et reconverti par la suite dans le mercenariat... Ou encore Jildaz Mahé O'Chinal, adhérent au GUD et au FNJ d'Assas alors qu'il est étudiant en histoire à Tolbiac (il est vrai que sa marge de manœuvre y fut limitée) qui fonde en 1992 l'association sportive du marteau de Thor, dont il était le président en compagnie de Chatillon (secrétaire) et Lliotier (trésorier). Son engagement politique reste dans la tradition familiale puisque son père, Patrick, fut proche du mouvement Occident avant de participer à la création d'Ordre nouveau, puis de devenir l'un des rédacteurs en chef de *Paris-Match*.

De fait, ces années de direction Chatillon ont gardé une très bonne réputation parmi les militants nationalistes et pour cause. Il en reste la revue *Les Réprouvés*, vendue à partir de 1992 et dont le titre est une référence à un ouvrage d'Ernst von Salomon mettant en scène les corps-francs allemands de 1918-1919. Il en reste également les 25 ans du groupuscule fêtés à la Mutualité le 3 mai 1993 devant 400 personnes. Le folklore est garanti avec des prestations du Chœur Montjoie Saint-Denis de l'ancien militant solidariste Jacques Arnould ainsi que du chanteur allemand Frank Rennicke et des stands mythos dont celui de la librairie Ogmios représentée par Jean-Dominique Larieu et Tristan Mordrel⁴. La soirée est

4. Devenue la Librairie, le local accueille à son premier

surtout ponctuée d'interventions d'anciens militants comme Jean-Pierre Émié⁵ ou Fabrice Saulais et d'un diaporama récapitulatif en images les 25 ans du groupuscule des Dieux. Enfin le soutien à la lutte palestinienne y est clairement affirmé par Chatillon, reflétant l'état de tension avec les organisations de défense de la communauté juive. Il en reste enfin, involontairement, un souvenir avec la mort d'un militant à la suite d'une manifestation anti-américaine le 7 mai 1994, organisée à l'appel des JNR et du GUD. La manifestation étant interdite, les participants furent immédiatement pourchassés par les forces de l'ordre et un sympathisant de

l'Œuvre française, Sébastien Deyzieu, fit une chute mortelle dans un immeuble à quelques dizaines de mètres d'Assas en essayant de s'échapper. Les semaines qui suivirent virent le GUD multiplier les actions de protestation, main dans la main avec le FNJ. C'est d'ailleurs également main dans la main qu'on les retrouve un an plus tard en

mars 1995 en train de s'affronter avec des



étape les premières activités d'édition et conception graphique de F. Chatillon.

5. Il a été entre autres choses le défenseur de F. Chatillon en octobre 1993, celui-ci étant accusé d'avoir menacé à deux reprises le responsable du Collectif des Étudiants Libéraux de France (CELF) durant l'année universitaire 1992-1993. Chatillon a été relaxé grâce à des pirouettes rhétoriques, niant les faits qui lui étaient reprochés et justifiant sa présence dans le grand hall du centre Assas lors des agressions par le fait que « le restaurant universitaire était meilleur que celui de Jussieu ». Chatillon a en particulier prétendu ne pas connaître le GUD et être apolitique !

membres du DPS au siège du FN après une soirée électorale trop arrosée.

Mais la présence du GUD ne se limite alors pas aux universités de la capitale. Des listes électorales sont régulièrement déposées dans certaines universités de province. Dans d'autres, il n'apparaît qu'à travers son message traditionnel : la violence. C'est par exemple le cas à Montpellier où plusieurs exactions contre des militants de gauche sont commises. Le noyau dur y est composé d'individus doublement encartés au GUD et au FNJ. Nicolas Arnoux, membre du GUD, est mis en examen le 13 avril 1994 pour « violences avec arme » (probablement un pistolet à grenaille) après un accrochage devant l'université de Lettres avec des militants de l'UNEF et des colleurs du... FNJ. À l'université, Jean-Pierre Gallaud milite au GUD et au FNJ à Lunel (banlieue de Montpellier). Olivier Diaz est au GUD ainsi que dans un groupe régionaliste d'extrême droite : Brigade Occitanie. Ces trois personnes sont soupçonnées d'avoir participé à un commando masqué, et coupable de plusieurs agressions contre des militants antifascistes et syndicalistes au cours de l'année 1994. Le 31 mai 1994, lors d'un meeting du FN à Palavas-les-Flots, Dominique Bessières, responsable du FNJ à Montpellier, organise une collecte de fonds en soutien au « kamarade » Arnoux mis en examen. À Montpellier comme à Paris, les membres du FNJ-GUD préfèrent ainsi comme souvent l'action violente semi-clandestine à l'implantation en milieu universitaire. Mais cette période du milieu des années 1990 correspond malgré tout à un creux de la vague pour ces pâles copies du GUD Paris. L'actualité est alors surtout animée par un com-

mando itinérant venu en partie de Paris et qui laisse des traces dans le cuir chevelu des militants étudiants de gauche dans de nombreuses villes de province, que ce soit Limoges, Toulouse ou Bordeaux... Mais cela sort du champ politique pour entrer dans celui de la psychopathie...

L'attentat contre Tribune juive

Le 3 décembre 1996, Y. Derai, directeur du Journal *Tribune juive*, recevait au siège de ce journal une cassette vidéo piégée. Cette tentative d'attentat fut revendiquée par des personnes déclarant faire « partie de la grande nation arabe comme certains font partie de la grande nation juive » et être solidaires « du sort qui est fait à [leurs] frères palestiniens ». Alors que la tentative d'attentat contre *Tribune juive* a lieu le même jour que l'attentat perpétré dans le RER à Paris, ce n'est pas à la piste islamiste que s'intéressent les policiers. Au vu de l'objectif visé et du contenu du texte de revendication, les RG de la préfecture de police de Paris font le rapprochement avec une série d'affiches collées sur Paris entre janvier et juin 1996. L'une de ces affiches, signée par le GUD, met à l'honneur l'artificier du Hamas Yehia Ayache, tué par les services spéciaux israéliens ; une autre proclamant « Israël tue, ONU complice », sortie lors du massacre de Cana, est signée « Union et Défense des Victimes du Sionisme »... Pour les RG il n'y a aucun doute, le GUD se cache derrière ces différentes signatures.

À tout seigneur tout honneur, le premier à recevoir la « visite » de la brigade criminelle fut Frédéric Chatillon. À son domicile, la police trouve un calibre. Coup dur pour Chatillon qui aspire depuis quelque temps à une certaine respectabilité. En effet, en épousant Marie d'Herbais, il est devenu le gendre de la comtesse Katherine d'Herbais. Il faut ajouter à cela que Chatillon est maintenant le papa d'une charmante gamine dont le parrain n'est autre qu'un certain Jean-Marie Le Pen. Enfin, pour parfaire sa reconversion, il a créé une société en communication intitulée Riwal Com-

munication. Bref, cette vilaine histoire avec la police risque de mettre à mal ses envies d'embourgeoisement. Il finit par avouer que le flingue appartient à un autre membre du GUD, Antoine Roucheray qui est à son tour interpellé. La police se rend ensuite chez Thomas Lagane, lui aussi membre du GUD. Les inspecteurs trouvent chez lui quelques « souvenirs » rapportés de Croatie où il s'était rendu en compagnie de Chatillon. Puis c'est au tour d'Axel Loustau⁶ d'être l'objet de la curiosité policière.

Ainsi, la nouvelle génération du GUD est dans le collimateur des flics. Mais l'ancienne n'est pas oubliée pour autant : pour preuve, l'arrestation d'Alban Druet. La police fut moins chanceuse rue Singer, où, après avoir pénétré par effraction dans l'appartement de Gauthier Guillet, elle s'aperçut de l'absence de son propriétaire. D'après *Wotan*, journal des CHS (démantelés depuis février de cette année avec l'arrestation d'Hervé Guttuso et de ses petits camarades), cet intérêt pour le GUD proviendrait des dénonciations de Bonnefoy, ancien responsable du GUD avant la reprise en main de celui-ci par Chatillon au début des années 1990. Cette collaboration avec la police daterait de longtemps et expliquerait la réapparition de Bonnefoy au sein du Parti national républicain, groupuscule soutenu en sous-main par les réseaux d'un ancien ministre de l'Intérieur...

Après Chatillon lui-même et ses petits copains, c'est au tour de sa société, Riwal Communication, de connaître les délices de la perquisition. Le gérant de la société est Axel Loustau, avec pour associée Marie d'Herbais. Par le biais des Éditions des Monts d'Arrée, créées en août 1995 et rattachées à Riwal Communication, Chatillon

diffuse deux livres : le premier, *Les Rats maudits*, raconte l'histoire du GUD depuis sa création, le second décrit la république fasciste de Salo, créée par Mussolini vers la fin de la guerre. Le texte de présentation de ce livre a été rédigé par un « expert » en la matière, l'ancien Waffen SS Christian de la Mazière. À l'issue de cette opération, les policiers auraient saisi des armes à feu, des armes blanches, de la littérature antisémite, des manuels de fabrication d'explosifs. Nous avons découvert de notre côté que les fameuses affiches pro-Hamas et révisionnistes collées par le GUD ont été payées et fabriquées à Damas, avec

l'autorisation du Ministre syrien de la Défense, le général Tlass. Les premiers contacts entre Chatillon et Tlass datent d'octobre 1994 : Frédéric Chatillon, lors d'un séjour à Damas, aurait rencontré le général pour discuter de l'aide que celui-ci pouvait apporter à son mouvement. À son retour en France, le leader du GUD fut interrogé par les services spéciaux français sur les raisons de ce voyage et sur ses contacts avec les autorités syriennes. Par ailleurs, en plus des affiches, Damas finance très largement l'édition par Chatillon et ses petits copains de textes révisionnistes qui sont ensuite traduits en arabe et diffusés au Moyen Orient : *L'Holocauste au scanner* de Jürgen Graf, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* de Garaudy, *Critique de la Raison juive occidentale* de David Warlet.⁷



6. Son père Fernand Loustau était un vieil ami de Jean-Marie Le Pen, à qui il prêta des locaux en 1985 pour héberger Radio Courtoisie. Il fut également l'un des actionnaires de *National Hebdo*. Sa société Normandy Sécurité assura le service d'ordre de plusieurs manifestations du FN, tandis que plusieurs militants d'extrême droite (dont certains du GUD) y furent embauchés.

7. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la Syrie finance les activités de l'extrême droite française. Dans les années 1970, François Duprat, un des théoriciens du FN, avait reçu des fonds de pays arabes, dont la Syrie, pour la création de son comité de soutien à la Palestine ainsi que pour la diffusion des premiers écrits révisionnistes connus, comme la version française du livre de l'Anglais Richard Harwood, *Did six millions really die ?*

crise du GUD

1996-2000

LE GUD SOUS INFLUENCE



Loin de toutes ces facéties, force est de constater que, pour les jeunes excités nationalistes, la situation empire sur le terrain. Les relations avec le FNJ maréchalises se dégradent, le harcèlement mené par les structures syndicales progressistes à Assas augmente et la sectorisation des universités parisiennes sape les possibilités de recrutement à Assas. Signe de ces changements, non seulement le GUD doit faire face à une UNEF-ID de plus en plus puissante grâce à ses relais extérieurs, mais l'impunité interne à Assas tient de moins en moins. En avril 1995, suite à des agressions répétées en particulier contre l'UNI et dans lesquelles s'illustre tout spécialement Pierre Oldoni, l'UDEA perd son droit de représentativité à Paris II et donc son local. Les deux années suivantes sont par conséquent nettement plus calmes, malgré quelques agressions sporadiques. La vieille génération a quitté les lieux, souvent attirée par le FN, et la nouvelle n'est pas encore prête. Plusieurs solutions s'offrent alors au milieu gudard :

se relancer dans un activisme débridé, se rapprocher d'une structure plus large pour briser l'isolement ou essayer de reconquérir quelques miettes électorales. Cette triple tâche est assumée, entre autres, par le tout jeune Benoît Fleury à partir de 1998.

Entre-temps, côté universitaire, la relance se fait sous l'appellation Union Droit qui prend la place de l'UDEA. Déclarée en préfecture le 20 octobre 1995 avec Guillaume Coudry comme président, Victor de Verthamon comme secrétaire et Dominique Joly comme trésorier, l'association recueille 6,87 % des suffrages en mars 1997 soit 251 voix. Cette stabilité n'est pas pour satisfaire les gudards qui retournent à ce qu'ils savent le mieux faire. Durant toute cette période qui va de 1998 à l'année 2000, le GUD Paris renoue en effet avec sa tradition d'activisme violent. À Assas bien sûr, où les incidents se succèdent, mais en dehors des locaux de la faculté également où la régularité des agressions devient une donnée parmi d'autres : affrontements avec le Betar lors du procès Garaudy, attaque d'une librairie parisienne proche de Ras L'Front, attaque d'une réunion du Comité national de Vigilance, attaque d'une réunion du Parti

des Travailleurs consacrée à Mumia Abu Jamal, attaque du Lycée autogéré parisien et attaque surtout, à la mi-novembre 1999, d'un rassemblement du comité de vigilance du XI^e arrondissement de Paris contre la petite librairie nazie La Licorne Bleue. Cette action emmenée par B. Fleury fait alors une dizaine de blessés dont des policiers présents sur place. Mais les gards essaient également de penser. S'ils s'avèrent toujours incapables de faire des tracts corrects, ils privilégient le support magazine avec *Le Rongeur Masqué* qui revendique l'héritage des *Réprouvés* puis surtout *Jusqu'à nouvel ordre*.

Lancée en septembre 1999 grâce à l'argent obtenu en collant pour la campagne européenne de Jean-Marie Le Pen (tandis qu'ils collaient gratuitement pour Bruno Mégret), la revue se présente d'emblée comme une concurrence sérieuse pour d'autres revues déjà existantes. Animée entre autres par le franco-polonais Adam Gwiazda et par Alexandre Kartzeff, *Jusqu'à nouvel ordre* aligne en effet articles de fond et brèves « humoristiques » et diffuse même dans son premier numéro un appel à soutenir les militants prisonniers d'Action directe. La régularité affichée, avec un numéro tous les trois mois, et la pagination copieuse semblent également devoir rompre avec le cycle des revues précédentes qui ne comptaient qu'un ou deux numéros et présentaient un contenu erratique.

Enfin, le GUD Paris sort de son isolement en prenant langue avec Fabrice Robert et au-delà avec les nationalistes-révolutionnaires issus de la défunte Nouvelle Résistance. L'alliance est annoncée au printemps 1998 et fait suite à l'appel des

31 pour l'unité des nationalistes révolutionnaires, lancé entre autres par Christian Bouchet et Fabrice Robert. Avec Unité radicale, qui regroupe les cercles Résistance, Jeune Résistance et le GUD, celui-ci se retrouve dans le schéma de TV, en charge du créneau étudiant. La faiblesse des autres composantes lui garantit son autonomie.

Dans ce contexte, les 30 ans du GUD fêtés avec 200 personnes dans une salle du XV^e arrondissement le 22 octobre 1999 sont l'occasion d'une auto-célébration et d'une exultation de la nouvelle génération qui pense avoir retrouvé la magie des premières années. D'ailleurs, dans le respect de la tradition, ces 30 ans donnent immédiatement lieu à des violences lors du repas qui réunit après le meeting les membres actuels et sympathisants du groupe. Le patron du restaurant est passé à tabac et un passant martiniquais se fait planter au couteau à la sortie. Quatre



gudards sont alors arrêtés, mais vite relâchés faute de preuves de leur implication. L'autre occasion pour le GUD de montrer sa force est le mois de mai. À une semaine d'intervalle, le 1^{er} et le 9, les gudards parisiens battent en effet le pavé avec une force relative. Le 1^{er} mai 2000, décidés à rassembler toute la mouvance la plus radicale, le cortège est séparé de celui du FN avec une nette tonalité contre ce parti. La centaine de participants fait alors la manifestation à l'allemande, c'est-à-dire complètement cernée par les flics du début à la fin. Les slogans visaient nettement à attirer les plus radicaux puisque certains étaient issus de l'Œuvre française ou du PNFE. La manifestation du 1^{er} mai 2001 se fait totalement à part avec 250 personnes, les Belges de Devenir assurant le SO de queue et le GUD le SO de tête. Enfin, chaque année, le 9 mai avec la retraite aux flambeaux en hommage à Sébastien Deyzieu est l'occasion pour le GUD de montrer qu'il existe, même si les participants sont d'origines multiples.

Cette situation générale parisienne va forcément des conséquences ailleurs. À partir du printemps 1999, le GUD essaime timidement en province, profitant de la notoriété reconquise du GUD Paris : présence du GUD Strasbourg à la manifestation organisée par la communauté serbe de la ville le 31 mars ; participation du GUD Lille à la manifestation anti-OTAN organisée à Bruxelles le 4 avril, puis à Lille contre l'agression US en Serbie le 22 avril ; implantation d'un GUD à l'université de Toulouse ; scandale de la disparition d'un dossier d'instruction sur les violences du GUD de Nice, disparition dénoncée par le nouveau procureur de la ville. Dans

le même ordre d'idées, on peut signaler la manifestation à Nancy en présence de Marc Frederiksen le 28 octobre 2000 qui réunit une petite cinquantaine de militants ou l'agression contre l'écrivain et militant antifasciste Maurice Rajsfus lors d'un salon du livre dans la même ville. Un groupe s'est également constitué sur Valenciennes et a effectué des collages et des tractages anti-MacDo, tractages avec l'aide du GUD Lille à l'université de Mons et à celle des Tertiales. Mais les vrais groupes organisés sont malgré tout rares et l'étiquette est souvent utilisée par des individus isolés ou très peu nombreux. Malgré tout, cette prolifération (toute relative) du GUD est intéressante, organisationnellement parlant, pour Unité radicale qui tente alors de mettre en place une coordination nationale des différents GUD.

Cependant, le GUD Paris ne pouvait pas échapper au débat central des nationalistes en 1999 : quid de la scission du FN ? Cette année-là le groupuscule a montré qu'il était bien difficile de se tenir au-dessus de la mêlée, même lorsqu'on fait profession d'être des « électrons libres ». Dans *Le Rongeur masqué* du printemps 1999, le groupe affirmait ainsi : « *Le GUD n'a pas à se sentir impliqué au-delà du raisonnable dans les bagarres auxquelles se livrent FN-UF et FN-MN et n'a pas à y contribuer. Il compte des amis d'un côté comme de l'autre [...]. Il a au cours de sa longue carrière vu fleurir et dépérir tant de mouvements et partis qu'un de plus ou de moins, bof. [...]. Cela dit, on peut augurer que tôt ou tard émergera un mouvement unitaire. Dans quelques années ou quelques semaines, tout peut arriver.* » Et de conclure par cette phrase terriblement

révélatrice : « Mais ça, c'est de la politique et est-ce qu'on en a réellement quelque chose à foutre ? »... La plus grande confusion semble alors régner dans cette mouvance et des embrouilles à répétition laissent entrevoir quelques solides règlements de compte... Ainsi, alors que le printemps 1999 avait vu le GUD et Unité radicale assurer un soutien critique mais sincère au MN, en particulier au sein du Front



de la Jeunesse, le mois de septembre vint brouiller cet attachement. Il semble en effet que le MN ait alors décidé l'intégration d'office des différentes sections du GUD au sein du Renouveau étudiant, sans que les dirigeants du groupuscule aient donné leur accord. Leur refus et les engueulades qui suivirent instaurèrent une tension qui faillit se traduire par des affrontements lors de la fête régionale Ile-de-France du MN fin septembre. Les militants furent en effet empêchés d'entrer dans le pavillon Baltard mais qui plus est, le DPA (équivalent du DPS) les empêcha également de distribuer leurs tracts à la sortie de la fête. Puis, coup de théâtre : on retrouve le GUD une semaine plus tard à la fête des BBR avec un stand dans l'espace FNJ et sa nouvelle publication, *Jusqu'à nouvel ordre*. Il est alors clair que les membres du groupe naviguent à vue en essayant de préserver ce qui peut l'être. Cela se confirme au printemps 2000 avec la liste commune avec le FNJ pour les élections du CROUS-Paris, liste intitulée Union et Défense des Étudiants Nationalistes (UDEN). Cela leur permet de profiter de l'infrastructure du FNJ, en particulier du Forum Jeunesse, local situé dans le XIII^e arrondissement. et

de montrer leur désaccord avec le MNJ, décidé à faire liste perso.

Mais, comme bien souvent, les choses se gâtent peu à peu et ce dès la fin 1999-début 2000. On l'a vu, l'objectif universitaire n'est pas atteint sur Paris II-Assas. Ceci est dû tout autant à des éléments conjoncturels (c'est un travail qui n'intéresse pas les gudards de cette fin de décennie) qu'à des éléments structurels : en cette année 2000, les gudards ne sont plus à Assas ! Les étudiants en Droit sont devenus plus que minoritaires au GUD et il n'est ainsi plus question de pouvoir tenir le « bastion », ce qui était une des conditions de survie du groupe. Cela explique en partie la possibilité pour la direction de Paris II d'exclure Union Droit le 30 juin 1999 après une campagne opiniâtre de l'UNEF-ID. Il en va de même par rapport à la violence. Le degré de violence politique est devenu tellement faible en France que le moindre dérapage fait immédiatement l'effet d'un coup de tonnerre et qu'il est d'autant plus mal vécu par nos contemporains. De fait, l'impunité sur laquelle pouvaient compter les gudards est devenue toute relative. Pour peu que les mêmes n'aient pas envie de sacrifier une éventuelle carrière (en



particulier universitaire) sur l'autel nationaliste, les procédures judiciaires qui ne manqueront pas d'être engagées deviennent vite gênantes...

Dès la fin de l'année 1999, Benoît Fleury se met ainsi en retrait et passe le flambeau, en particulier à Gaëtan Dirand, ce qui explique la reprise des actions au printemps 2000. Mais un autre élément intervient alors qui pourrait n'être interprété que comme une nouvelle péripétie du « je t'aime, moi non plus » qui prévaut dans les relations entre gudards et nationalistes-révolutionnaires. Il est en effet évident qu'en rejoignant les débris de Nouvelle Résistance, le GUD risquait de se retrouver dans la même situation qu'avec Troisième Voie et Malliarakis au milieu des années 1980. De fait, si Unité radicale a bien un discours « fédéraliste » et des velleités de réseau, elle n'en reste pas moins une organisation avec sa logique. Or à partir de 2000, la possibilité de pouvoir jouer dans la cour des grands avec le FN et le MNR pousse les dirigeants d'UR et en particulier Christian Bouchet à adopter une démarche plus politique. Un peu de violence est positif et fait parler de soi mais trop de violence peut s'avérer contre-productif, surtout lorsqu'une partie de cette violence s'exerce contre d'autres militants nationalistes.

C'est ainsi que Philippe Schleiter, dirigeant du MNJ, fait les frais en septembre 2000 du mauvais caractère de Gaëtan Dirand qui sait se rendre parfaitement odieux. Plus question alors de « tribus d'hommes libres » et autres arguties autonomes... Les gudards parisiens sont priés de rentrer dans le rang, ce que fait une bonne partie d'entre eux, ou de dégager. Ainsi l'année 2000 se termine-t-elle de façon très morose pour le GUD Paris. En particulier, le groupuscule ne tire que fort peu profit des affrontements au Proche-Orient et de leurs répercussions en France. Les actions se limitent alors à quelques graffitages et le principal clash a lieu à Assas où des militants brûlent un drapeau israélien lors de la rentrée universitaire et distribuent des baffes à des étudiants portant la kippa. L'autre action notable aura été un lancer de grenade lacrymogène, le 10 novembre, dans un cinéma de Paris lors d'une projection du film *Le Secret* qui met en scène une relation amoureuse entre une Blanche et un Noir. Signe que rien ne va plus, le dernier numéro de *Jusqu'à nouvel ordre* sort en juin 2000.

no future ?

2001-2010 LE GUD A-T-IL UN AVENIR ?

Se pose alors la question rituelle, aussi vieille que le GUD : quel avenir politique pour ce groupe ? Une fois de plus, tous les éléments semblent réunis pour pronostiquer une mort certaine, ce qui s'avère cette fois-ci exact au regard des années passées. Le 3 décembre 2000 a lieu un conseil national d'Unité radicale à Montélimar. Une structure étudiante y est lancée qui doit combler le vide laissé par la disparition du RE et intégrer les GUD : l'UDEN, déjà entrevue précédemment. Les GUD perdent donc leur autonomie en tant que telle même si l'étiquette peut être utilisée pour des actions extra-légales et pour continuer à entretenir le mythe auprès des médias et militants de gauche. Mais à l'évidence, le cœur n'y est plus. Au-delà de ces considérations politiques, certains éléments concordaient pour constater un reflux de la dernière génération GUD à Paris. Celle-ci a en effet atteint l'âge où on songe à arrêter les rigolades pour passer à quelque chose de plus sérieux, en particulier fonder une famille ou se garantir une situation professionnelle, tous ces jeunes

gens n'envisageant pas une déchéance sociale. En outre, une multitude de plaintes sont en cours d'instruction et parviennent à leur conclusion judiciaire.

Surtout, on ne voit pas trop ce qu'aurait pu inventer un groupe ayant perdu toute capacité d'initiative politique et se bornant à recycler un passé mythique fait de légendes, d'iconographie et de slogans vaseux. En outre, l'environnement politique des gudards a changé depuis le début des années 2000 et cela modifie un certain nombre de paramètres. On a beaucoup glosé sur le recyclage de figures en vue du GUD ou d'Occident par la droite parlementaire dans les années 1970. Mais cela s'expliquait tout naturellement par l'absence de débouchés politiques ou même professionnels au sein de la mouvance nationaliste. La montée du FN dans les années 1980 et sa force politique dans les années 1990 ont profondément modifié cette situation en permettant à de jeunes activistes approchant la trentaine de retrouver une situation stable. Or, la scission de 1998, en restreignant la mouvance nationale et en introduisant une vraie incertitude sur son avenir, a de nouveau obligé les jeunes tentés par l'activisme violent à réfléchir aux



conséquences de leurs actes. Cela en fit sans doute hésiter plus d'un à se lancer dans de folles aventures...

Une petite équipe de rescapés fait tout de même paraître un nouveau numéro de *Jusqu'à nouvel ordre* au cours de l'année 2002. C'est le dernier : il marque une rupture très nette avec certaines orientations de 1999 et 2000 puisqu'il comporte de violentes attaques contre Alexandre Del Valle et

Guillaume Faye, accusés d'avoir trahi le camp nationaliste au profit de l'extrême droite sioniste au nom d'une interprétation abusive de la doxa schmittienne. Or le même Guillaume Faye faisait la une du quatrième numéro paru en 2000.

Mais 2002, c'est également l'année de la dissolution d'Unité radicale, suite à la tentative d'assassinat de Jacques Chirac par Maxime Brunerie. Bien que faisant officiellement parti d'UR, le GUD n'est pas concerné par la dissolution (tout comme le MNR dont Brunerie étant membre), sans doute en partie à cause de son inactivité. Personne ne semble prêt à relancer ce qui n'est alors qu'une coquille vide, d'autant que du côté des anciens chefs d'UR, c'est-à-dire Philippe Vardon et Fabrice Robert, les options stratégiques envisagées pour développer leur nouvelle structure « Les Identitaires » écartent le syndicalisme étudiant. Les militants de la dernière génération du

GUD se perdent dans la nature ou vont faire un tour à Pro Patria, groupuscule nationaliste parisien, mélangeant influences néo-fascistes italiennes et fascination pour le phénomène des autonomes nationalistes allemands.

Il faut attendre le milieu des années 2000 pour voir se remonter une structure calquée sur le GUD. Il s'agit du RED (Rassemblement des Étudiants de Droite) dont les animateurs tentent bien de récupérer l'aura du célèbre groupuscule dans l'unique numéro de leur revue *Le Dissident* et de gudifier leur image lors du mouvement anti-CPE, en attaquant des rassemblement d'étudiants. Mais on est très loin de l'original et cela tient plus du frisson que

de vraies velléités gudesques. La dernière vraie sortie du RED, le 24 janvier 2009, aux côtés d'Égalité et Réconciliation, lors d'une manifestation en soutien au peuple palestinien se solde par un échec. Le RED et le fan club de Soral se font expulser violemment du cortège par le SO et des militants antifascistes.

Finalement en novembre 2009, *Minute* évalue les projets de reformation d'un GUD, 40 ans après la création de ce groupe. Menée par Édouard Klein, fils de militants de l'extrême droite historique

(papa aurait été au GUD et maman à Ordre nouveau), l'initiative se fait ainsi torpiller ; rien de surprenant de la part de *Minute* dont le rédacteur en chef est Bruno



Larebière, membre du bureau exécutif du Bloc identitaire sous le pseudonyme de Bruno Vendroire¹. Le journal est de fait devenu l'organe officieux du Bloc et sert à Bruno Larebière à envoyer des torpilles plus ou moins efficaces en direction de ce qui peut apparaître comme une gêne pour le développement du Bloc, en particulier les structures concurrentes. Un nouveau GUD se placerait dans ce cas de figure puisqu'il serait susceptible de venir compléter une offre déjà pléthorique en termes de groupuscules sur la scène parisienne. D'autant que certains contacts montrent que ce GUD nouvelle mouture, fin 2009, ne serait pas exactement sur la ligne des « anciens »².

Il semble en effet que l'initiative ait suscité l'intérêt des milieux les plus droitiers et groupusculaires de la communauté juive et que des liens se soient noués, Assas oblige, entre Édouard Klein et Alexandre Gitakos. Or celui-ci est une figure particulièrement active du milieu droitier universitaire. Animateur du blog pro-israélien *Le Lion ardent*³, qui se revendique « occiden-



le blog du monde libre contre les ideologies rouge brune verte

taliste, libéral et patriote », il a derrière lui et depuis 2005 un passé bien rempli à la droite extrême. De France-Israël Jeunes, dont il se vante d'avoir gravi peu à peu tous les échelons, à l'UNI, en passant par des associations comme « Stop la grève » ou le collectif « Étudiants Contre les Blocages », il n'est tout naturellement pas étonnant de le découvrir dans le nouveau parti - mouchoir de poche de Jean-François Touzé, l'Alliance pour les Libertés (APL)⁴.

Cette activité débordante dont se souviennent certains militants sur Assas l'amène à rencontrer Édouard Klein, activiste du RED sur Assas, groupuscule dont il prit la direction à partir de l'automne 2008⁵, alors que le groupe étudiant était en proie à des remous internes sur la stratégie à adopter, en particulier à l'égard du Front national

1. À ne pas confondre avec Bruno Vendière, alias Bruno Archier, en charge du secteur international du Renouveau français.

2. Entendre la génération de militants gudarés des années 1980 puis celle des années 1990.

3. Alexandre Gitakos reste l'inoubliable auteur, au nom de France-Israël Jeunes, d'un communiqué de soutien à Benoît Fleury lorsque celui-ci est entré au conseil général de Vendée au début de l'automne 2009. Le même Fleury qui, rappelons-le, déclarait dans *L'Écho des Savanes* en mars 1999 qu'il fallait rayer Israël de la carte (sic) et que le GUD avait mis une danse (re-sic) au Bétar lors du procès Garaudy. La solidarité, c'est émouvant. Pour autant, France-Israël n'était pas une association d'extrême droite avant que William Goldnadel en prenne la direction il y a quelques années. Fondée en 1933 par Justin Godard sous le

nom de « France-Palestine », l'association a eu pour président le général Koenig et était jusqu'en 1967 largement composée de gaullistes issus de la résistance. Pour plus de détails, se reporter à l'ouvrage de Samy Cohen *De Gaulle, Israël et les Juifs*.

4. Parti créé par Jean-François Touzé, vieux routier des groupuscules nationalistes, passé par le FN et la Nouvelle Droite populaire, très proche à une époque des anciens du Parti des Forces nouvelles. Une partie des militants de l'Alliance Pour les Libertés a rejoint Riposte laïque, une structure qui semble de plus en plus se rapprocher des activités de Serge Ayoub.

5. Il succéda ainsi à Romain Vincent dit « La Bête » et Romain Riedberger, aux orientations politiques relativement dissemblables : proche de Marine Le Pen pour le premier et nationaliste et catholique pour le second.

et de la montée en puissance de Marine Le Pen dans le parti d'extrême droite.

L'absence de positionnement clair, entre ligne NR et marinisme, entre soutien pro-palestinien à fondement antisémite et refus de défilier aux côtés du centre Zahra, finit par provoquer l'implosion du RED au printemps 2009. Édouard Klein ne semble d'ailleurs pas lui-même savoir sur quel positionnement politique danser, entre présence assidue aux repas mensuels amicaux du GRECE à Paris au bar Le Jadis, ligne « Ni keffieh, ni kippa » ou encore participation au 9 mai 2009 avec la casquette de responsable du service d'ordre⁶. Plus qu'un véritable accord politique entre des milieux au demeurant dissemblables, le point de jonction pourrait se situer sur une volonté commune d'en découdre dans les facultés parisiennes avec ceux qu'ils



6. Le 9 mai 2009 était organisé par Serge Ayoub qui n'est pas réputé pour son philo-sémitisme...

appellent les « islamo-gauchistes », selon la terminologie employée depuis quelques années par Maître Goldnadel puis par d'autres, y compris dans certains journaux de la communauté juive. Une telle entreprise pourrait alors trouver le renfort de cogneurs patentés comme Maxime Benhaïm, lui-aussi bien connu pour ses frasques à l'UNI (où il devint un proche de Gitakos) et son appartenance à la LDJ. Cet intérêt pour une refondation du GUD représenterait un véritable saut qualitatif pour celui qui signait il y a encore peu ses mails de menaces d'un explicite « Maxime, un Français de pur souche », d'autant qu'il reste l'un des membres les plus virulents et les plus actifs de la LDJ. Le 9 mai 2010, le GUD « new look » sortait dans la rue pour la première fois au grand complet depuis sa « reconstitution » l'hiver précédent. Autant dire que l'on n'a pas été déçu puisqu'on a pu y retrouver tous les agités du bocal qui tentent de se faire un nom en reprenant l'héritage laissé en déshérence depuis 2002. Outre Édouard Klein, on pouvait donc reconnaître le skinhead nazi Baptiste Coquelle⁷, Hadrien Palminteri, Valentin Bourgeois, Lancelot Galey ou encore Kevin « Gaven » Lamadiou (responsable SO de l'ex-Droite socialiste et du Parti so-

7. Skin néonazi originaire du Nord de la France, il fut l'éditeur d'un fanzine skin et d'une fantomatique section Blood & Honour France. Habitué des plans foireux, il a également participé il y a quelques années à un rassemblement de « skins nationalistes » en fin de cortège du FN pour le 1^{er} mai. L'aventure s'était alors terminée au poste pour la plupart d'entre eux. À noter que cela n'empêcha pas Baptiste de travailler un temps comme agent de sécurité dans les locaux du groupe Lagardère, où déjà à cette époque il se trimballait avec un t-shirt du rat noir, ce qui le fit remarquer par Patrick Mahé O'Chinal, passé par Occident et père de Jildas Mahé O'Chinal.



Manifestation du 9 mai 2010

lidaire français). Ce dernier était d'ailleurs très en forme et visiblement pas le moins du monde assagi après l'agression perpétrée contre des étudiants à la Sorbonne et au Panthéon. Le jeune homme a pourtant déjà une casserole pénale avec l'agression de N. Rachedi il y a deux ans. Il faut croire que la vieille génération a cependant une confiance toute relative dans ce que les petits nouveaux vont faire de la marque de fabrique puisqu'elle n'a cessé de les chaperonner et de marquer sa présence. Il faut dire qu'elle était venue en nombre : Frédéric Chatillon⁸, Jildaz Mahé O'Chinal et Axel Loustau Antoine Roucheravy, Fabien Bouttier ou encore Jean Denègre, soit

toute la fine fleur du GUD vintage 1990. Tous ont d'ailleurs fort apprécié la pantalonnade anti-journaliste et on peut en tirer une seule conclusion : la jeune génération n'est décidément pas à la hauteur des anciens puisque ce sont eux qui ont dû se charger d'une besogne typiquement gudarde. On remarque que ce petit monde, qui fréquente allègrement le bar à vin « Au Doux Raisin »

tenus par Schepens et De Chasse du RF et le « Local » du Serge Ayoub, semble plus motivé par les frissons qu'il se donne en tentant de s'inspirer maladroitement des « exploits » des glorieux anciens, que par le développement une réelle idéologie. Leur programme politique pour les étudiants est à ce titre édifiant par son indigence.

8. Le grand Fred portait pour l'occasion un t-shirt arborant un délicat *Leben ist Kampf* (la vie est un combat) sur fond bleu, entouré d'armes diverses et variées.

Il l'avait sans doute commandé aux « kamarades » d'Outre-Rhin, chez les néonazis autrichiens ou sur le site du NPD.

Sur le site de REFLEXes

Le GUD tente de renaître de ses cendres

<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article117>

Quand le GUD prend le parti de l'étranger

<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article82>

Le retour des morts-vivants

<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article142>

Elections aux CROUS 2010 :

La droite universitaire à la croisée des chemins

<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article449>

9 mai 2010 : De Jeanne d'Arc à Deyzieu, une même Occupation

<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article117>

Aux éditions No Pasaran

• Xavier Renou, *Le GUD, Autopsie d'un moribond*

Cette brochure actuellement épuisée, devrait être prochainement disponible en téléchargement sur le site du Réseau No Pasaran :

<http://nopasaran.samizdat.net/>

• Collectif, *Bêtes & Méchants* (épuisé)

Cet ouvrage de référence devrait faire l'objet d'une réédition actualisée l'an prochain.

Dans le journal *No Pasaran* (première série, années 1990)

n° 6 « le retour de l'artésienne »

n° 11 « combattre et gagner contre les discriminations et l'extrême droite »

n° 23 « les gudars sont de retour, au mieux de leur forme »

n° 25 « le Gud viré de la Sorbonne par 600 personnes »

n° 37 « élection universitaire Aix »

(un groupe du GUD fait le tour de France des élections universitaires).

n° 41 « A Poitiers comme ailleurs stoppons les fachos »

(bagarres à Poitiers entre le GUD et le Scalp)

n° 44 « Poitiers le ton monte » (brève sur le scalp et le GUD)

n° 51 novembre 1997 « le Gud se prend des claques »

Attaque du Lap et de table de presse à Censier

n° 53 « redéfinir le terme fascisme »

n° 57 « quand les rats noirs propagent la peste »

n° 61 « De la fable du jeune faf qui voulait se faire plus gros que Jean Marie »

chronologie

1968-1969

31 OCTOBRE 1968

Dissolution du mouvement Occident.

DÉCEMBRE 1968

Des anciens dirigeants d'Occident (Alain Robert, Gérard Longuet) créent l'« Union Droit » à la faculté d'Assas.

25 FÉVRIER 1969

Élections universitaires où l'« Union Droit » obtient des élus et un local.

6 MAI 1969

Meeting nationaliste unitaire avorté, sur le thème « Unité de la jeunesse : un an de gauchisme, c'est un an de trop » avec le groupe « Union Droit » (GUD), l'Action nationaliste de Jean-Gilles Malliarakis (implantée à Sciences Po) et les Jeunesses

patriotes et sociales de Roger Holeindre.

15 DÉCEMBRE 1969

Le groupe « Union Droit » (GUD) participe à la création d'Ordre Nouveau (ON), au conseil national duquel il est représenté par Alain Robert, Louis Écorcheville et Hughes Leclère.

1970-1973

13 MAI 1970

Meeting d'Ordre nouveau « pour un 13 mai nationaliste » avec Jean-François Galvaire (Ordre nouveau), Paul Léandri (Ordre nouveau), Alain Robert (GUD), François Duprat (Défense de l'Occident), Patrick Saint-Bertais (Jeune Europe), Jean-Gilles Malliarakis (Action nationaliste), Philippe Asselin (L'Élite européenne), François Brigneau (*Minute*) et Camille Galic (*Rivarol*).

AUTOMNE 1970

À la rentrée universitaire, le Groupe Union Droit s'implante dans d'autres universités et devient le Groupe Union et Défense (GUD)

MARS 1971

Élections municipales à Paris. La liste d'Ordre nouveau se nomme « Union et Défense des Parisiens pour un Ordre nouveau ».

28 NOVEMBRE 1972

Hostiles à la stratégie de Front national d'Ordre nouveau, Patrice Janeau, responsable du GUD parisien, et Michel Bodin (GUD) quittent Ordre nouveau. Bernard Houdin prend la direction du GUD. Patrice Janeau (ex-GUD), Michel Bodin (ex-GUD) et Jean-Claude Nourry (ex-Ordre nouveau) fondent le Groupe Action Jeunesse (GAJ) et se rapprochent des solidaristes. Le GAJ crée à la faculté d'Assas le Front des Étudiant Nationalistes (FEN), concurrent du GUD.

MARS 1973

Création au sein d'Ordre nouveau d'un Front de la Jeunesse (FJ) association du GUD et de l'Union des Lycéens Nationalistes (ULN), qui devient ensuite Union et Défense des Lycéens (UDL)

21 JUIN 1973

Meeting contre l'immigration sauvage d'Ordre nouveau. Violents affrontements entre le SO d'Ordre nouveau (composé de membres du GUD) et les militants de la Ligue communiste. Le SO était dirigé en partie ce soir là par Serge Lecavelier, membre du SAC chargé par la police de nouer des contacts avec les formations d'extrême droite pour lutter contre les mouvements d'extrême gauche.

28 JUIN 1973

Décret de dissolution d'Ordre nouveau.

NOVEMBRE 1973

Quelques anciens dirigeants d'Ordre nouveau quitte le FN (Alain Robert, François Brigneau, Pascal Gauchon) avec le soutien du GUD.

DÉCEMBRE 1973

Publication du premier numéro du mensuel satirique *Alternative*, où les membres du Front de la Jeunesse et du GUD sont impliqués (Roland Poynard, Olivier Carré, Yves Van Ghele).

1974-1979

MAI 1974

Le Front de la Jeunesse et le GUD sont employés pour le service d'ordre et les collages de Valéry Giscard d'Estaing et de Jean Royer.

SEPTEMBRE 1974

Création des Comités de Défense des Lycéens par Gilles Soulas, responsable parisien du Front de la Jeunesse et du GUD.

9 NOVEMBRE 1974

Création du Parti des Forces Nouvelles (PFN), dont le Front de la Jeunesse et le GUD deviennent les organisations de jeunesse.

1974/1975

Élections universitaires à la faculté d'Assas. Liste commune du GUD et du Groupe Action Jeunesse à Assas sous le nom de « Rassemblement pour un Ordre nouveau ».

27 JANVIER 1976

Élections universitaires à la faculté d'Assas : 9 sièges pour le GUD et 6 sièges pour le Front des Étudiant Nationalistes (FEN, Groupe Action Jeunesse).

AVRIL 1976

Des militants du GUD et du Groupe Action Jeunesse partent se battre à Beyrouth (Liban).

NOVEMBRE 1976

Rupture entre Jean-François Santacroce, responsable du GUD-Assas, et le Parti des Forces Nouvelles (PFN).

25-26 NOVEMBRE 1977

Premier congrès du GUD à Paris. Reprise des liens avec le PFN et désolidarisation avec Jean-François Santacroce, Jean-Pierre Émié et Michel Pinchart-Deny (inculpé de coups et

blessures volontaires et violences avec préméditation. Constitution d'un bureau politique de trois membres : Éric Constant, Philippe Cuignache et Serge Rep, et d'un bureau des responsables avec en outre Bernard Carayon (directeur de *Vaincre*), Bernard Berbin (coordinateur des GUD parisiens), Philippe Koutousis (coordinateur des GUD provinciaux), Jérôme Popelin (trésorier), Antoine de Lacoste-Lareymondie (relations presse) et Véronique Villain (administration).

1980-1989

MAI 1981

Élection présidentielle. Le GUD est employé pour le service d'ordre et les collages de Valéry Giscard d'Estaing.

17 JUIN 1981

Le GUD participe à la création du Rassemblement Nationaliste (RN), dirigé par Hervé Denis puis Arnaud Lutin.

11 MAI 1985

Le GUD s'associe à la Jeune Garde, liée au Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR).

9 NOVEMBRE 1985

Création du mouvement Troisième Voie, regroupant le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR) et le Parti des Forces Nouvelles (PFN). Le GUD devient la branche étudiante du mouvement Troisième Voie, la Jeune Garde sa branche lycéenne.

7 MAI 1988

Les gudards décident de rompre leur alliance avec Troisième Voie et l'annonce lors d'un meeting organisé par Christophe Pierre et William Bonnefoy. Le GUD lance le fanzine *Le fil d'Ariane* (puis *Rebelle* à partir de novembre 1988).

20 NOVEMBRE 1988

Meeting des 20 ans du GUD au Palais de La Mutualité (Paris) avec Cyrus H. (GUD Sciences

Po), Pierre H. (GUD Strasbourg), Nicolas Bonnal, l'avocat Éric Delcroix et Jack Marchal.

29 DÉCEMBRE 1988

À la faculté d'Assas, le GUD adopte le nom d'Union de Défense des Étudiants d'Assas (UDEA).

21-22 MARS 1989

Élections universitaires au CROUS. Le GUD (William Bonnefoy) présente une liste d'Union de Défense des Étudiants Parisiens (UDEP).

MAI 1989

Le GUD, avec à sa tête William Bonnefoy, perturbe violemment un meeting de leurs anciens amis de TV.

1990-1994

1991

William Bonnefoy est évincé de la direction du GUD par Frédéric Chatillon, qui prône un rapprochement avec le FN. Durant le règne de Chatillon, le GUD est souvent utilisé par le FN comme SO pour épauler le DPS.

19 FÉVRIER 1991

Élections universitaires à la faculté d'Assas. le GUD-UDEA retrouve son local historique (la salle 117 du 92, rue d'Assas).

19 DÉCEMBRE 1991

Le GUD organise avec le Comité France Croatie un meeting pour la Croatie nationaliste ; plusieurs militants du GUD partiront se battre en Croatie.

Le GUD fonde l'association sportive du Marteau de Thor (président : Jildaz Mahé O'Chinal, secrétaire : Frédéric Chatillon, trésorier : Miguel Lliotier).

21 FÉVRIER 1992

Manifestation commune « Non à Disneyland » du GUD et du mouvement Troisième Voie.

9 MARS 1993

Élections universitaires à la faculté d'Assas. Le GUD et le Front National de la Jeunesse (FNJ-Union des Étudiants de Droite) présentent pour la première fois une liste commune.

La direction du FNJ parisien (avec les nationaux-catholiques Régis de La Croix-Vaubois et Habib « Richard » Haddad) est en effet passée à un membre du GUD (Jildaz Mahé O'Chinal), qui met fin aux activités concurrentes du Cercle National des Étudiants de Paris (CNEP, créé en février 1990).

MARS-AVRIL 1993

Descentes du GUD sur les facs parisiennes, qui laissent à chaque fois des étudiants blessés.

3 MAI 1993

Meeting des 25 ans du GUD au Palais de la Mutualité (Paris) avec Jean-Pierre Émié (étudiant à Assas entre 1974 et 1979), Arnaud Lutin (responsable du GUD dans les années 1980), Frédéric Chatillon (responsable du GUD dans les années 1990) et des représentants étudiants italiens et flamands.

29 OCTOBRE 1993

Paris-Assas : affrontements entre une dizaine de militants de l'Unef venus distribuer un tract et environ vingt gudards.

Paris-Dauphine : descente d'une quarantaine de militants appartenant au « Collectif nationaliste étudiant » venus empêcher le déroulement d'un meeting antiraciste, en représailles de l'action sur Assas.

5 NOVEMBRE 1993

Paris-Sorbonne : descente de militants du REP qui entonnent des chants nazis dans la Cour d'honneur.

27 NOVEMBRE 1993

Convention nationale du Front National de la Jeunesse (FNJ) et création du Renouveau Étudiant Parisien (REP), regroupant sur Paris le Renouveau Étudiant (RE) et le GUD.

30 NOVEMBRE 1993

« Grand meeting unitaire des étudiants nationalistes » organisé par un « collectif nationaliste étudiant » : Renouveau Étudiant Parisien (REP), Union de Défense des Étudiants d'Assas (UDEA), Alliance Étudiante Indépendante (AEI, faculté de Sceaux), Cercle National Nanterre (CNN), Cercle National Jussieu (CNJ), Cercle National Sorbonne (CNS). Les orateurs sont Jildaz Mahé O'Chinal (président du Renouveau Étudiant Parisien, responsable du FNJ parisien), Frédéric Pichon (GUD, président de l'Union de Défense des Étudiants d'Assas), Philippe Nicolas (rédacteur en chef de *Nouvelle Université*), Michel Murat (président du Renouveau Étudiant, membre de la direction nationale du FNJ), Franck Timmermans (secrétaire général adjoint du FN) et Damien Bariller (directeur de cabinet de Bruno Mégret).

27 JANVIER 1994

Élections universitaires au CROUS. La liste du Renouveau Étudiant Parisien (REP) « soutenue par l'UDEA, le CNS, Tolbiac d'Abord » est composée de : Jildaz Mahé O'Chinal, Pierre Oldoni, Gwenaël Le Brazidec, Frédéric Pichon, Grégoire Tingaud, Florence Lagarde, Paul Edouard D. (nous a demandé d'enlever son nom estimant 15 ans après « avoir le droit à un peu de tranquillité »), Domitille Level, Miguel L. (aujourd'hui universitaire exerçant « une activité politique » auprès d'un maire UMP des Hauts-de-Seine).

Descente du GUD lors du dépouillement des élections universitaires : un appareil est blessé à coups de nunchaku. Une conférence sur la Shoah est interrompue, ses participants sont évacués.

7 MARS 1994

Paris-Sorbonne : présence de militants du REP. Ils en sont chassés par 150 étudiants après avoir agressé un étudiant portant une kippa.

17 MARS 1994

Paris-Assas : 30 goudards bloquent l'accès de l'université pour protester contre le mouvement anti-CIP (quand on parle de jaunes à la solde du patronat...).

13 AVRIL 1994

Montpellier : Nicolas Arnoux et Dominique Mimuazzo (GUD/FNJ) sont mis en examen pour « violences avec armes », suite aux événements du 8 avril.

7 MAI 1994

Le GUD et les Jeunesses nationalistes révolutionnaires organisent une manifestation contre l'impérialisme américain. La dispersion par la police de la manifestation interdite est marquée par la mort d'un jeune manifestant, Sébastien Deyzieu (22 ans).

9 MAI 1994

Le GUD, les Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires et le Front National de la Jeunesse (FNJ) fondent en la mémoire de Sébastien Deyzieu un Comité du 9 Mai.

11 MAI 1994

Paris : des militants du GUD et du FNJ investissent les locaux de Fun Radio et interviennent de force à l'émission « Love in Fun ».

16 MAI

Manifestation silencieuse avec l'Œuvre française et le Front national.

Paris : Serge Faubert, journaliste de *L'Événement du Jeudi* est molesté par Frédéric Châtillon (GUD).

9 NOVEMBRE 1994

Paris : deux salles de cinéma diffusant le film de Claude Lanzmann à la gloire de l'armée israélienne, *Tsahal*, sont aspergées de gaz lacrymogène. L'action est revendiquée par le GUD.

14 DÉCEMBRE 1994

Paris-Saint Hippolyte : 30 goudards débarquent dans le centre Saint Hippolyte, et agressent

cinq étudiants. Deux des victimes doivent être hospitalisées.

1995-1999

14 FÉVRIER 1995

Élections universitaires à la faculté d'Assas.

6 AVRIL 1995

Pierre Oldoni, président de l'UDEA-GUD, est écroué à la prison de la Santé pour actes de violences (en 1996 et en 1997, il sera mercenaire au Zaïre et au Congo avant de rejoindre le Département Protection Sécurité - DPS - du FN).

MAI 1995

Élection présidentielle. Le GUD est employé par Édouard Balladur pour ses collages.

27 JANVIER 1995

Paris-Sorbonne : Gwénael Le Brazidec (REP/FNJ) est mis en examen pour « violence avec arme sur personne vulnérable », après avoir frappé avec un nunchaku un étudiant tunisien handicapé. Dans un communiqué, le FNJ affirme que Le Brazidec « ne faisait que se défendre contre les agressions répétées à la Sorbonne de l'organisation terroriste gauchiste SCALP et de l'UNEF, section étudiante communiste ».

11 AVRIL 1995

Le Conseil d'Administration de la faculté d'Assas vote une motion stipulant que « l'UDEA sera exclue du bénéfice du règlement intérieur de l'université, notamment ne ce qui concerne le local, le panneau et la possibilité de distribuer des tracts ». Le Renouveau Étudiant Parisien (REP) s'autodissout et Jildaz Mahé O'Chinal, du GUD, quitte la direction du FNJ parisien.

26 MARS 1996

Élections universitaires au CROUS. Le Renouveau Étudiant (RE) obtient 2,95 % (aucun élu).

3 DÉCEMBRE 1996

Y. Deraï, directeur du Journal *Tribune juive*, reçoit une cassette vidéo piégée. au siège du

journal. L'enquête de police débouche l'interpellation d'une douzaine de militants du GUD et sur plusieurs perquisitions, en particulier chez Frédéric Chatillon et Axel Lousteau.

1997

Élections universitaires à la faculté d'Assas. Le GUD participe à la liste « Union Droit » soutenue par le Renouveau Étudiant (RE).

JUIN 1998

Le GUD participe à la création d'Unité radicale, dont il devient la branche étudiante.

4 FÉVRIER 1999

Création d'un nouveau Front de la Jeunesse avec les mégrétistes lors d'un meeting nationaliste unitaire. Les orateurs sont Arnaud Lutin, Michel Murat (Aurore), Robert Ottaviani (FNJ-MN), Xavier Schleiter (Renouveau étudiant), Benoît Fleury (GUD-Jeune Résistance), Guillaume Peltier (Jeunesse Action Chrétienté), Olivier Chalmel (Offensive pour une Europe enracinée), Jean Denègre (*Réfléchir & Agir*), Patrick Lusinch (L'Art s'Affiche), Julien Beuzard (rock identitaire français), Éric Fornal (Terre et Peuple), Grégoire Tingaud (FNJ-MN), Christophe Dungalhoeff (FNJ-MN) et Philippe Schleiter (FNJ-MN).

9-10 OCTOBRE 1999

Réunion des mégrétistes du MNJ (président : Philippe Schleiter) à Lyon. Adoption d'un nouveau logo pour le syndicat Renouveau étudiant (présidente : Claire Jouët) : croix celtique (logo du GUD) derrière une feuille de chêne (logo du MNR de Bruno Mégret).

AUTOMNE 1999

Le GUD participe à la création de l'Union de Défense des Étudiants et Lycéens (UDEL) et se dote du bulletin *Jusqu'à nouvel ordre*, journal d'aujourd'hui pour l'homme de demain.

22 NOVEMBRE 1999

Meeting des 30 ans du GUD à l'Espace Moncassin (Paris).

DÉCEMBRE 1999

Benoît Fleury se retire de la direction du GUD et laisse sa place à Gaëtan Dirand.

2000-2010**29 MARS 2000**

Élections universitaires au CROUS. Le GUD participe au cas par cas aux listes du Renouveau étudiant mégrétiste, qui adopte l'étiquette « Union des Étudiants de Droite ». À Paris le GUD présente la liste Étudiants Nationalistes et obtient 2,02 % face à la liste mégrétiste Étudiants de Droite qui obtient 1,68 %.

SEPTEMBRE 2000

Philippe Schleiter, dirigeant du MNJ (mouvement de jeunesse du MNR de Bruno Mégret) est agressé par Gaëtan Dirand.

28 OCTOBRE 2000

Manifestation du GUD à Nancy en compagnie de Marc Frederiksen, ancien chef du mouvement néonazi la FANE.

3 DÉCEMBRE 2000

Le GUD participe avec les jeunes mégrétistes à la création de l'Union de Défense des Étudiants Nationalistes (UDEN, responsable : Philippe Vardon, membre à l'époque d'Unité radicale et chanteur de Fraction).

2002

Une équipe du GUD sort le n°5 de *Jusqu'à Nouvel Ordre*, où Alexandre Del Valle et Guillaume Faye sont violemment attaqués, accusés d'avoir trahi la cause nationaliste.

2004

Le RED (Rassemblement des Étudiants de Droite) fait son apparition. Bien que n'étant pas officiellement une renaissance du GUD, le RED tente au fil de son existence de s'accaparer son histoire, en particulier dans l'unique numéro de sa revue.

FIN DÉCEMBRE 2009

Édouard Klein (ancien chef du syndicat étudiant d'extrême droite RED) décide de remonter le GUD, avec l'accord de Chatillon, sur une ligne clairement anti-gauchiste et anti-musulman. Des contacts sont pris avec certains membres de la LDJ, sans qu'il y ait de suite.

FÉVRIER 2010

Des affiches siglées GUD font leur apparition. Une première diff' de tract est organisée sur Assas et le Panthéon.

AVRIL 2010

Le GUD se présente devant le Panthéon pour distribuer des tracts. Le ton monte, les coups pleuvent sur les étudiants. Un affrontement éclate entre les gulars et des étudiants antifascistes. Quatre antifas sont arrêtés et passent plus de 48h en garde à vue, tandis que la plupart des gulars sont relâchés, hormis Julien Billardon, Hadrien Palminteri, Valentin Bourgeois Kevin Lamadiou (connu pour être le responsable du SO de l'ex-Droite socialiste et Parti solidaire français, notamment impliqué dans plusieurs affaires de violences racistes).

9 MAI 2010

Le GUD participe à l'hommage à Jeanne d'Arc et à Sébastien Deyzieu organisé par Serge « Batskin » Ayoub.